

*Attribution de temps*

enfin que la taxe à abolir est la taxe de vente fédérale qui handicape notre économie depuis 65 ans.

Nous nous sommes engagés à présenter cette mesure législative. C'est essentiellement le but que nous visons en tant que gouvernement.

Le député de Gloucester a fait allusion hier à la position cohérente du Parti libéral. Essayons d'imaginer un peu ce qu'il a bien pu vouloir dire.

Premièrement, il a lui-même affirmé que la taxe actuelle devait être supprimée. Mais peu après, il changeait d'idée, peut-être parce qu'un de ses collègues l'avait fustigé. Le précédent porte-parole des finances du Parti libéral a été limogé pour avoir formulé des propos quelque peu raisonnables. Les députés du caucus libéral lui ont fait savoir qu'il ne pouvait conserver ce poste. Alors, j'imagine qu'ils ont aussi fait pression sur mon collègue de Gloucester et il a donc changé d'idée.

Ce qui est cohérent dans tout cela, c'est que les libéraux n'ont proposé aucune solution de rechange, aucun choix, aucune idée nouvelle. . .

**M. Mills:** Ce n'est pas vrai. Vous savez que ce n'est pas vrai. Comment pouvez-vous garder votre sérieux en faisant ce genre de déclarations?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Permettez-moi de poursuivre. Le Parti libéral n'a proposé aucune nouvelle idée, aucune solution illustrant sa position.

Le député de Broadview—Greenwood a écrit un petit ouvrage sur la taxe. M. Chrétien, candidat à la direction du Parti libéral, a fait connaître sa position, il a déclaré: «Je n'éliminerai pas la TPS si elle est adoptée.»

Nous connaissons aussi la position de M. Martin, député de LaSalle—Émard. Il a affirmé: «J'éliminerai la taxe si le Parlement ne négocie pas avec les provinces.» Ou encore: «J'éliminerai la taxe, si nous n'avons pas l'occasion à la Chambre d'améliorer la taxe actuelle.»

On constate à les entendre qu'ils ont tous flairé là une bonne affaire. Ce sont tous des saboteurs politiques qui tentent de saboter le processus politique, parce qu'ils n'ont aucune solution à offrir.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Ils adoptent l'attitude la plus susceptible de leur obtenir la victoire. À l'instar des députés de l'opposition, ils disent qu'ils sont contre cette taxe. C'est ce qu'ils disent aux Canadiens. Puis, lorsqu'ils sont pressés de toute part de dire ce qu'ils feraient si jamais—le Ciel nous en préserve!—le parti libéral accédait au pouvoir, que disent-ils?

**M. Riis:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député nous rebat les oreilles de ses sornettes depuis 10 bonnes minutes; or, sauf erreur, le temps alloué aux commentaires ne doit pas dépasser 10 minutes.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député a commencé à parler à 16h42. Il peut continuer jusqu'à 16h52.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Monsieur le Président, j'ai été interrompu de temps à autre par un tel tonnerre d'applaudissements que vous avez été contraint de prolonger mon temps de parole.

• (1650)

En terminant, si vous le permettez, j'aimerais commenter ce que le député de Gloucester a déclaré hier lorsqu'il a dit que cette taxe n'était pas visible. Je me demande dans quelle mesure le député de Gloucester voudrait qu'elle le fût davantage.

Y a-t-il quelqu'un au Canada qui ignore l'existence de la TPS de 7 p. 100? Y a-t-il quelqu'un au Canada qui sache combien de taxe de vente fédérale il paye à l'heure actuelle lorsqu'il achète un veston, un pardessus, une voiture, voire même une tablette de chocolat?

**M. Riis:** Où lorsqu'il se fait couper les cheveux?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Personne ne le sait. La taxe actuelle est tout à fait invisible. Par contre, la taxe de 7 p. 100 est tout à fait visible.

J'ai déclaré à maintes reprises qu'il s'agissait là d'une taxe tout à fait démocratique. Dorénavant, les gouvernements seront bien plus tenus de rendre des comptes du fait que la TPS est visible. Les Canadiens comprennent cette taxe. Ils savent que si un gouvernement s'avisait de la modifier un jour, ils pourraient le punir, à moins que celui-ci n'ait une raison tout à fait légitime d'agir ainsi. Voilà pourquoi nous, ministériels, estimons être dans la bonne voie.

Cette taxe n'est pas bien vue des gens, et nous le comprenons. Nous n'avons pas été élus pour avoir la cote d'amour. Nous avons été élus pour faire progresser le